

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

2ème bureau

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Interdépartementale de
l'Industrie
Groupe de sub.

Arrêté préfectoral n° 83 DAGR 2, I.C. 075
autorisant la Société ANDRE et Cie à exploi-
ter en zone industrielle de MONTEREAU, un
fonderie de suif.

11 AGUT 83

Tél. 16.6.437.22.68

N° 11 665

IC-1813

VUP

Le Commissaire de la République,
du département de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 ;

VU la demande formée par la S.A.R.L. ANDRE et Cie à l'effet d'être autorisée à installer en zone industrielle de MONTEREAU-FAULT-YONNE, rue de la Grande Haie, un fonderie de suif ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 février 1983 portant ouverture d'enquête publique sur la demande susvisée ;

VU l'ensemble du dossier d'enquête parvenu en retour en préfecture le 18 avril 1983 ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur ;

VU les avis émis par le :

- Directeur Départemental de l'Équipement
- Directeur Départemental de l'Agriculture
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- l'Inspecteur du Travail

VU les délibérations des Conseils Municipaux de MONTEREAU, VARENNES, CANNES ECLUSE et la GRANDE PAROISSE ;

VU l'avis émis par le Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'arrondissement de PROVINS ;

VU le rapport du Directeur Interdépartemental de l'Industrie de la région d'Ile-de-France, Inspecteur des Installations Classées en date du 6 juin 1983 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 23 juin 1983 ;

VU le projet d'arrêté notifié le 28 juin 1983 a u pétitionnaire,

.../...

Emplacement	Type de zone	Niveau limite en dBA		
		Jour (1)	Période inter- médiaire (2)	Nuit (3)
Limite de propriété	Zone industrielle	65	60	55

(1) Jour : de 7 à 20 heures

(2) Période intermédiaire : de 6 à 7 heures et de 20 à 22 heures en semaine ainsi que les dimanches et jours fériés

(3) Nuit : de 22 à 6 heures.

2.5. L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

3. Aménagement des locaux

3.1. Les dimensions de l'atelier devront être suffisantes pour permettre l'exécution du travail dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité.

3.2. A l'intérieur, les murs et cloisons seront revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptible d'être souillée ; cette hauteur sera de 1,75 mètre au moins. Dans le reste de leur étendue, ils seront enduits en maçonnerie, ainsi que le plafond, et soit blanchis à la chaux toutes les fois que cela sera nécessaire et au moins deux fois par an, en mai et en novembre, soit recouverts d'une peinture vernissée de teinte claire.

Les angles des murs, entre eux, avec le sol et avec le plafond seront aménagés en gorges arrondies.

3.3. Le dépôt d'os, de suif brut et de gras de porc sera constitué dans un local spécialement réservé à cet usage. Les abords de ce local seront maintenus propres et débarrassés des moindres traces d'os ou autres matières premières.

3.4. Le sol, les murs et cloisons du dépôt seront recouverts d'un enduit imperméable et lisse. Ils seront toujours maintenus en bon état d'entretien, fréquemment lavés et désinfectés aussi souvent qu'il sera nécessaire pour éviter tout dégagement de mauvaises odeurs.

Il en sera de même éventuellement des récipients contenant ou servant à transporter les os, le suif ou le gras de porc.

3.5. Le sol, les murs, les tables de travail, les ustensiles, récipients et, en général, tous les objets utilisés ainsi que toutes les parties de l'établissement seront toujours entretenus en bon état de propreté. L'établissement sera abondamment pourvu d'eau potable sous pression ; il ne devra exister aucun poste d'eau non potable.

L'atelier sera convenablement aéré et éclairé. Toute prise d'air sur une courette est interdite.

6.2. La charge polluante étant comparable à celle que peut contenir un effluent urbain, la Société ANDRE devra effectuer le rejet de ses effluents dans le réseau eaux résiduaires relié à la station d'épuration communale, dès que la partie du réseau de la zone industrielle sera installée.

6.3. Les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction du ministre du Commerce en date du 6 juin 1953 (journal officiel du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (chapitre 1er et chapitre 2, section 1).

7. Installation électrique

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des établissements classés.

8. Prévention incendie

8.1. Les éléments de construction de l'atelier présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.

8.2. L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés contre l'incendie, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles, etc.

8.3. La Société ANDRE et Cie devra se conformer aux prescriptions reprises dans le rapport du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours n° 305 80 EI/V-S 83 7 en date du 16 février 1983.

9. Dépôt de gaz combustible liquéfié

Le stockage de 7 000 kg de propane en 4 citernes de 1,750 t est soumis aux prescriptions de l'arrêté-type n° 211.

10. Elimination des déchets

Les déchets seront éliminés dans les conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Il devra être prouvé que les déchets sont éliminés dans les conditions décrites ci-dessus. A cet effet, un registre d'élimination des déchets sera tenu à jour par l'exploitant et gardé à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (article 8 de la loi du 19 juillet 1976). Elle est délivrée dans le cadre de la législation sur les Installations Classées et ne préjuge pas des décisions relevant d'autres domaines (permis de construire, occupation du domaine public, autorisation de défrichement...).

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par les soins de M. le Maire de MONTEREAU-FAULT-YONNE

Une ampliation en sera remise au Conseil Municipal de MONTEREAU-FAULT-YONNE et sera conservée à la mairie de cette commune pour y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture dans le moindre délai.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du ~~Préfet~~ ^{XXXXXXXX} Commissaire de la République et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

MELUN, le 1 AOUT 1983

Le Commissaire de la République,

Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général, *pi*

signé: C. d'Harcourt

Pour M. Vaillant

Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation
Le Directeur de l'Administration Générale et
de la Réglementation

M. Vaillant
M. VAILLANT



DESTINATAIRES :

- Le pétitionnaire
- Le Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'arrdt de PROVINS
- Le(s) Maire(s) de MONTEREAU, VARENNES, CANNES ECLUSE et La GRANDE PAROISSE
- Le Directeur Départemental de l'Equipement
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- L'Inspecteur du Travail - 2^{ème} Section.
- Le Chef du Service de la Coordination de l'Activité Administrative des Services
- L'Inspecteur des Installations Classées, Directeur Interdépartemental de l'Industrie de la région d'Ile-de-France

PARIS -